

REFORME DU COLLEGE

Dépêche AFP du 18 mai 2015

La bataille des mots a fait rage lundi, veille d'une journée test pour la ministre de l'Education nationale qui affrontera sa première grève des syndicats d'enseignants, opposés, comme la droite, à sa réforme du collège.

Manuel Valls a poursuivi sa contre-offensive pour défendre le projet porté par Najat Vallaud-Belkacem, attaqué pour des raisons différentes par l'opposition et sept syndicats du public, représentant 80 % des professeurs du collège.

Dans une tribune à *Libération* puis sur *France Culture* lundi matin, le chef du gouvernement s'en est pris aux "*contrevérités*" proférées selon lui par les détracteurs de la réforme et s'est présenté comme le défenseur d'une "*école pour tous*" et pas "*seulement pour certains*". Les propositions de l'ancien ministre UMP Bruno Le Maire, fer de lance des opposants au sein de la droite, dessinent "*une autre conception d'une école, qui, elle, est inégalitaire, qui ne donne pas les chances pour tous*", selon M. Valls.

Le député UMP est l'auteur d'une lettre ouverte à François Hollande demandant le retrait pur et simple de la réforme et d'une pétition signée par 250 parlementaires. Il souhaite le remplacement du "*collège unique par un collège diversifié*", fondé sur un socle de connaissances comprenant le français, les mathématiques, l'histoire et une seule langue étrangère.

A ce tronc commun d'une vingtaine d'heures par semaine, "*on ajouterait six à huit heures dédiées aux options*", a-t-il expliqué ce weekend à *Libération*. "*Que ceux qui sont doués pour les nouvelles technologies ou la mécanique par exemple puissent en faire vraiment sérieusement, comme pour le sport ou les langues*".

Le député débattrait avec la ministre jeudi lors d'un entretien organisé par I-TELE, *Europe 1* et *Le Monde*.
- Tactique de la guerre éclair.

Face au front des "*anti*", l'ancien ministre PS de l'Education Vincent Peillon est sorti lundi de son silence, pour la première fois depuis son départ du gouvernement il y a un an. Il assure que cette réforme est « *une chance, une nécessité* » et regrette « *l'opposition manichéenne* » qui se manifeste sur le sujet.

Au premier rang des personnes concernées, avec les élèves, les enseignants vont tenter de faire entendre leur voix mardi au milieu de ce tohu-bohu politique.

Une intersyndicale du secteur public, composée d'organisations habituellement opposées entre elles, a appelé à la grève. Y figure notamment le Snes-FSU, premier syndicat du secteur.

Ces syndicats sont contre l'autonomie accrue accordée aux collègues, qui se traduira selon eux par un pouvoir exagéré laissé aux chefs d'établissements, et contre les enseignements interdisciplinaires "*aux intitulés tarte à la crème*", selon le Snes, et qui grignotent à leurs yeux les horaires des disciplines.

Deux syndicats (SE-Unsa et Sgen-CFDT, 20 % de représentation) soutiennent en revanche le projet de Najat Vallaud-Belkacem. De même que les syndicats majoritaires de l'enseignement privé (FEP-CFDT, *Spelc* et CFTC *Snec*).

"On pense que ça va dans le bon sens. Mais cette réforme vient percuter les métiers et nécessite donc une formation continue pour accompagner un changement culturel, sinon la réforme est vouée à l'échec", déclare Bruno Lamour, secrétaire général de la FEP-CFDT. Comme ses collègues des syndicats pro-réforme, il dit sentir des inquiétudes chez ses collègues "*mais pas de la colère*".

La réforme s'appliquera au public comme au privé, qui accueille quelque 18 % des collégiens dans l'Hexagone. L'enseignement privé catholique s'est lui aussi manifesté, appelant à "*accueillir favorablement*" la réforme, par la voix de son secrétaire général Pascal Balmand.

Laurent Frajerman, spécialiste du syndicalisme enseignant et chercheur à l'institut de recherche de la FSU, parie sur une très forte mobilisation. Un vif mécontentement des enseignants provoqué selon lui par "*la tactique de la guerre éclair et le manque de concertation de la ministre*".